



The John Sloan Dickey Center
for International Understanding
at Dartmouth



STIMSON

Les Énergies Renouvelables et la Paix en République Centrafricaine

Une Occasion Pour L'ONU de Montrer L'exemple

à Romain Esmenjaud et Sophie Rutenbar, avec David Mozersky

Powering Peace Initiative

March 2025



July 2025

Les Énergies Renouvelables et la Paix en République Centrafricaine

Une Occasion Pour L'ONU de Montrer L'exemple

- Résumé exécutif et Recommandations

L'expérience et le potentiel de l'utilisation des énergies renouvelables par la mission de maintien de la paix des Nations Unies en République centrafricaine illustrent comment l'ONU peut montrer l'exemple.

By Romain Esmenjaud et Sophie Rutenbar, avec David Mozersky

Résumé exécutif

La République centrafricaine (RCA) est plongée dans une crise complexe et multiforme affectant la paix et la sécurité de sa population. Plus de dix ans après le début de la crise en 2013, les Nations Unies estiment que près de la moitié des 6,1 millions de Centrafricains ont encore besoin d'une aide humanitaire. Plusieurs accords de paix — comme l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (APPR) de février 2019 — ont reconnu que la marginalisation politique, économique et sociale constituait l'un des principaux moteurs du conflit. Ce rapport examine le rôle que joue l'accès à l'électricité dans cette crise, analyse comment une utilisation accrue des énergies renouvelables pourrait aider à traiter les causes profondes du conflit, y compris les tensions entre le centre et la périphérie et met en lumière la manière dont la communauté internationale pourrait appuyer ces efforts.

L'un des pays les moins électrifiés au monde, la RCA a le potentiel pour développer son secteur énergétique en investissant dans les énergies renouvelables, réduisant ainsi sa dépendance au carburant importé et aux générateurs diesel, tout en étendant l'accès à l'énergie dans les régions historiquement marginalisées. Cette approche est cohérente avec les priorités affichées par le gouvernement qui entend augmenter sa production d'énergie tout en tenant compte des préoccupations environnementales liées au

changement climatique et à la déforestation. En outre, renforcer l'utilisation des énergies renouvelables pourrait bénéficier à la population, appuyer les efforts de paix à long terme et renforcer les opérations et les objectifs des partenaires internationaux — y compris la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), l'une des plus grandes missions de maintien de la paix au monde.

Pays enclavé avec une économie formelle limitée, la RCA a historiquement été gouvernée de manière centralisée par les élites basées à Bangui, reléguant les zones en dehors de la capitale à la périphérie du système politique national. Ces élites ont largement compté sur des acteurs internationaux — la France par le passé, aujourd'hui la Russie et le Rwanda — pour assurer la sécurité du pays, exploiter les ressources naturelles et même développer les infrastructures. En conséquence, le pays affiche certains des indicateurs de développement les plus bas au monde, en particulier dans les régions dites « reculées ». Le taux d'électrification en est un exemple frappant : seulement 15,7 % de la population a accès à l'électricité et ce taux est encore beaucoup plus faible en dehors de la capitale. L'absence d'opportunités socio-économiques et la faiblesse des services de base offerts par l'État ont contribué à ce que les zones marginalisées comme le nord de la RCA — où le taux d'accès à l'électricité est quasi nul — aient connu de nombreuses rébellions armées.

Les plans nationaux de développement successifs élaborés par le gouvernement soulignent l'importance d'un développement équilibré et équitable de toutes les régions. Ils appellent notamment au renforcement de l'utilisation des énergies renouvelables et à l'expansion des infrastructures énergétiques comme vecteurs de bénéfices environnementaux, économiques et politiques pour le gouvernement et les populations locales. Le gouvernement, avec le soutien de la Banque mondiale et d'autres partenaires internationaux, a récemment lancé plusieurs nouveaux projets solaires, d'autres sont en préparation. Pourtant, malgré les engagements en faveur d'un développement plus équitable des infrastructures électriques, la mise en œuvre est lente et la plupart des projets sont concentrés dans la capitale ou dans les régions du Sud et du Sud-Ouest.

La MINUSCA est le plus grand consommateur d'énergie de la RCA. De ce fait, la mission est idéalement positionnée pour appuyer les nouveaux projets d'énergie renouvelable à travers le pays. Avec un personnel de 19 232 personnes, dont jusqu'à 14 400 militaires et 3 020 policiers, et un budget de 1,146 milliard de dollars, la MINUSCA consomme près d'un cinquième du carburant et près d'un quart de l'électricité utilisés dans le pays. Seulement 3 % de l'énergie de la mission provient aujourd'hui de sources renouvelables — un chiffre bien en deçà de l'objectif du Plan d'action pour le climat du Secrétaire général de l'ONU (UNSCAP, en anglais), qui vise 80 % d'énergies renouvelables d'ici 2030. Compte tenu de sa taille, de son pouvoir d'achat et de sa présence géographique étendue,

la MINUSCA peut jouer un rôle important de catalyseur dans l'adoption des énergies renouvelables à travers le pays.

Les mandats principaux de la MINUSCA sont de protéger les civils, d'étendre l'autorité de l'État, de soutenir le processus de paix et de faciliter la livraison de l'aide humanitaire. Atteindre ces objectifs est particulièrement difficile dans le contexte de la RCA où la mission de maintien de la paix fait face à de nombreux défis opérationnels. Elle est déployée sur un territoire très vaste, de sorte qu'assurer l'approvisionnement des bases situées dans les périphéries est coûteux, demande des mois de planification et nécessite d'importantes capacités militaires pour escorter les convois et assurer leur sécurité. L'accès à l'électricité constitue un défi logistique pour la mission ainsi que pour les autres acteurs onusiens et humanitaires. Aujourd'hui, 97 % de l'énergie utilisée par la MINUSCA provient de générateurs diesel. En conséquence, la mission dépend de chaînes d'approvisionnement en diesel longues, lentes et instables, et rencontre de grandes difficultés pour électrifier ses bases et sites sur le terrain.

Dans ce contexte, une transition vers les énergies renouvelables offrirait de multiples avantages à la MINUSCA — par exemple, améliorer sa résilience opérationnelle en réduisant sa dépendance au diesel et à l'organisation de convois très complexes, diminuer les coûts de fonctionnement, améliorer son empreinte environnementale et soutenir des projets pouvant faire progresser l'objectif de consolidation de la paix à travers le pays, tout en laissant un héritage positif. Cependant, plusieurs facteurs obèrent la capacité de la MINUSCA à adopter des énergies propres, notamment un manque sévère de personnel et de ressources dans les secteurs opérationnels et techniques de la mission, des contraintes budgétaires et un secteur national des énergies renouvelables encore embryonnaire — le tout dans un contexte mondial où les missions de maintien de la paix de l'ONU sont sous pression. En conséquence, la MINUSCA accuse un retard par rapport à d'autres opérations de l'ONU dans sa transition vers les énergies renouvelables.

La mission espère porter la part des renouvelables à 8 ou 9 % d'ici la fin 2025. Bien qu'elle ait récemment pris des mesures pour installer des capacités solaires supplémentaires, elle n'a pas encore entrepris de transition substantielle vers les énergies renouvelables. Des opportunités existent néanmoins. Par exemple, la mission pourrait adopter une approche plus volontariste dans sa planification énergétique, en élargissant ses projets d'accords d'achat d'électricité (PPA) au-delà de Bria et Bouar vers de nouvelles zones plus isolées comme Bossangoa, Ndélé ou Birao.

La MINUSCA ne peut mener seule cette transition, car elle ne dispose ni de l'expertise technique, ni des financements programmatiques nécessaires pour mettre en œuvre des projets d'électrification communautaire. Pourtant, son empreinte énergétique considérable et son pouvoir d'achat peuvent servir de catalyseur pour de nouveaux

projets ou l'expansion de projets existants, au bénéfice des populations locales. Participer à de tels projets pourrait s'intégrer dans une stratégie d'héritage positif pour la mission. Il s'agit aussi de tirer parti de trois dynamiques convergentes : les efforts du gouvernement pour développer des projets d'énergie propre ; la transition énergétique de la MINUSCA, y compris dans ses sites avancés ; et les engagements de divers partenaires internationaux à soutenir l'énergie propre en RCA. L'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT) est bien placée pour contribuer à cet effort, à la fois en mettant en œuvre des solutions similaires en matière d'énergie renouvelable et en appuyant directement les projets du gouvernement dans le domaine énergétique.

Constats clés du rapport

Premièrement, accroître l'accès à l'électricité pourrait contribuer à promouvoir la paix et à traiter certaines des causes profondes de la crise en RCA, en particulier dans les zones périphériques. Le sous-développement, illustré par le très faible taux d'électrification, constitue l'un des principaux moteurs du conflit. Le sentiment de frustration et de marginalisation qu'il engendre au sein des communautés — notamment celles situées dans des régions avec peu d'infrastructures et de services publics — a alimenté l'instabilité et l'émergence de groupes armés. L'accès à l'électricité est très inégal selon les régions, les infrastructures de production existantes et la majorité des projets énergétiques prévus étant concentrés dans la région de Bangui, le centre, ou l'Ouest/Sud-Ouest du pays. Accroître la production et la distribution d'électricité dans d'autres régions, comme le Nord-Est, permettrait de répondre à certaines revendications politiques, de renforcer la résilience des populations locales et de créer des opportunités économiques — réduisant ainsi le terreau propice au recrutement par les groupes armés. Étant donné qu'une partie importante de la minorité musulmane vit dans ces régions marginalisées, cela pourrait également contribuer à apaiser certaines tensions intercommunautaires et religieuses qui ont alimenté la crise.

Deuxièmement, la production d'énergie renouvelable présente de nombreux avantages en RCA. L'énergie renouvelable décentralisée offre des opportunités pour accroître la production électrique à travers le pays. Si le potentiel hydroélectrique est plus important dans les régions déjà relativement bien dotées en infrastructures énergétiques (Sud et Sud-Ouest), d'autres régions comme le Centre et le Nord-Est bénéficient d'un ensoleillement très élevé et donc d'un fort potentiel en énergie photovoltaïque. Les énergies renouvelables peuvent également contribuer à atténuer certains problèmes que rencontre le pays s'agissant de l'utilisation massive de la biomasse (déforestation) et du pétrole (pénuries régulières dues aux défis d'approvisionnement).

Troisièmement, la dépendance de la MINUSCA au diesel compromet son efficacité opérationnelle et la mise en œuvre de son mandat. La mission est presque entièrement alimentée par des générateurs diesel, les sources renouvelables ne représentant que 3 % de son approvisionnement énergétique. La géographie du pays et la complexité du contexte sécuritaire créent un environnement particulièrement difficile pour la MINUSCA. La mission doit assurer la distribution de carburant et d'autres fournitures vers des dizaines de bases, de postes avancés et de camps temporaires, dans des conditions extrêmes. Ainsi, une part importante des ressources militaires est mobilisée pour escorter des convois, au détriment d'autres tâches primordiales comme la protection des civils ou l'extension de l'autorité de l'État.

Quatrièmement, la MINUSCA dispose de leviers pour renforcer son utilisation des énergies renouvelables et contribuer à leur diffusion en RCA. La mission a pris des mesures pour augmenter la part des renouvelables dans son approvisionnement énergétique, visant un triplement (8 à 9 %) d'ici fin 2025, mais elle peut aller plus loin. Elle consomme environ 23 % de la consommation électrique nationale, alors que son personnel équivaut à moins de 0,5 % de la population du pays. Toute augmentation de sa part d'énergies renouvelables aura donc un impact significatif sur le secteur énergétique à l'échelle du pays, notamment en réduisant le recours au carburant. De plus, compte tenu de sa taille, de son empreinte énergétique et de sa présence à travers le pays — y compris dans des zones peu sûres — la MINUSCA est dans une position unique pour appuyer le déploiement d'infrastructures énergétiques dans les zones périphériques, là où les besoins sont les plus importants. Les projets dont pourraient bénéficier ceux ne vivant pas sur les bases, dont les communautés locales, généreront des effets positifs aux niveaux politique, économique et de consolidation de la paix, notamment en permettant le développement de services de base et de nouvelles opportunités économiques et sociales pour les populations. Une approche stratégique de la transition vers les énergies renouvelables consisterait à prioriser l'installation ou l'expansion de nouvelles infrastructures dans les zones les plus isolées et complexes, comme Birao et Obo. De tels efforts seraient facilités par un accroissement des ressources de la mission en matière de génie et le renforcement des mesures visant à remplacer l'équipement des contingents par des alternatives renouvelables.

Enfin, des partenaires internationaux autres que la MINUSCA peuvent jouer un rôle essentiel. La mission peut être un catalyseur de nouveaux projets d'énergie renouvelable. Toutefois, elle reste fortement limitée — par son mandat et ses ressources financières et humaines — dans sa capacité à lancer et développer des projets bénéficiant directement aux communautés locales. D'autres partenaires, notamment les donateurs bilatéraux, la Banque mondiale et les banques multilatérales de développement, peuvent intensifier leurs efforts pour capitaliser sur la volonté du gouvernement et de la mission de mener une transition vers les énergies propres, y

compris dans des zones peu attrayantes sur le plan économique. Les agences, fonds et programmes de l'ONU peuvent également contribuer au processus d'électrification, en appuyant les priorités du gouvernement en matière d'infrastructures énergétiques et en misant sur les renouvelables pour leur propre approvisionnement, ce qui leur permettra par ailleurs d'atténuer l'impact des pénuries de carburant sur leurs propres opérations. De plus, ces entités sont susceptibles de maintenir une présence en RCA sur le long terme, contrairement à la MINUSCA, de sorte que leurs investissements dans les énergies renouvelables pourraient profiter aux agences onusiennes et aux populations pour de nombreuses années.

Recommandations

À la MINUSCA

Établir une stratégie claire et mesurable pour renforcer l'utilisation des énergies renouvelables par la MINUSCA, avec pour objectif initial de s'aligner sur les autres opérations de paix des Nations Unies, puis d'atteindre l'objectif fixé par le Département de l'appui opérationnel (DOS) des Nations Unies, et enfin ceux formulés dans le Plan d'action pour le climat du Secrétaire général (UNSCAP).

- Prioriser le déploiement des énergies renouvelables, notamment par une collaboration accrue avec le gouvernement de la RCA, l'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT), et les autres partenaires internationaux appuyant l'installation de nouveaux projets solaires et hydroélectriques en RCA.
- Envisager des mesures pour réduire la dépendance au diesel et renforcer la résilience et la durabilité des bases de la MINUSCA les plus isolées, comme à Birao et Obo, y compris en priorisant ces sites pour l'installation de sources d'énergie renouvelable et en explorant les possibilités de décentralisation des services de soutien.
- Plaider auprès des États membres et des comités budgétaires clés pour adapter et renforcer les composantes génie et de gestion des installations de la mission afin de les aligner sur celles des missions faisant face à des défis comparables. La MINUSCA comptait un ingénieur pour 142 membres du personnel militaire et de police autorisée au cours de l'exercice 2023-2024. Porter ce ratio à 1 pour 50, à l'instar de missions comparables telles que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), permettrait d'améliorer la prestation de services aux contingents, faciliterait la mise en œuvre du mandat et permettrait une transition plus rapide vers les énergies renouvelables.
- Évaluer le potentiel des minicentrales hydroélectriques pour répondre durablement aux besoins énergétiques des bases de la MINUSCA, dans les régions où cela est possible.

Considérer les installations d'énergie renouvelable comme l'une des contributions les plus tangibles, durables et positives que la MINUSCA puisse léguer au pays dans le cadre d'une stratégie d'héritage positif.

- Initier des accords d'achat d'électricité (PPA) avec des développeurs privés, ce modèle étant bien adapté aux besoins de la mission et des communautés locales. Les localités cibles pourraient inclure Bossangoa, Ndélé et Birao, qui figurent parmi les bases les plus difficiles à approvisionner du point de vue logistique et qui hébergent à la fois une présence onusienne et une population locale relativement importantes.
- Promouvoir l'électrification et les énergies renouvelables dans le cadre des Projets à impact rapide de la MINUSCA, dont certains ont déjà permis le déploiement de panneaux solaires pour l'éclairage public ou l'approvisionnement en électricité des bâtiments publics. Le financement disponible pour ces projets (jusqu'à 50 000 dollars) pourrait couvrir, lorsque c'est possible, le coût du raccordement aux réseaux énergétiques locaux des projets installés à l'intérieur des bases de l'ONU, en vue de générer des dividendes de la paix et de fournir de l'électricité à la population locale.
- Explorer des partenariats avec des organisations locales de médiation et de consolidation de la paix pour mieux comprendre et traiter l'impact du secteur énergétique sur la dynamique des conflits en RCA.

Au Secrétaire général de l'ONU

L'ONU doit accroître significativement son engagement et ses investissements dans la transition vers les énergies renouvelables pour atteindre l'objectif de 80 % d'énergies renouvelables d'ici 2030 fixé par l'UNSCAP.

Aux États membres

Rehausser leur appui politique et financier à la transition énergétique en RCA.

Au Département de l'appui opérationnel de l'ONU, aux pays contributeurs de troupes et de policiers, et aux donateurs

Lorsque d'autres modèles de projets d'énergie renouvelable ne sont pas envisageables, explorer les opportunités de partenariats triangulaires pour appuyer la transition de l'équipement des contingents vers les énergies renouvelables.

À l'Équipe de pays de l'ONU et aux partenaires du développement international

Prioriser les projets énergétiques dans les zones marginalisées afin de s'attaquer aux dynamiques sous-jacentes au conflit et de bénéficier aux communautés locales.

Réfléchir à la manière de contribuer à une paix durable en augmentant l'accès à l'énergie étant donné les liens qui existent entre accès à l'énergie, la marginalisation des populations et le sous-développement.

Renforcer les synergies au sein de l'Équipe de pays des Nations Unies dans les projets relatifs aux énergies renouvelables, par exemple en mettant en commun les ressources et l'expertise des membres, notamment dans le domaine de l'ingénierie. L'examen de 2025 de la stratégie opérationnelle de l'Équipe de pays des Nations Unies pour la RCA devrait envisager des moyens de développer des ressources énergétiques renouvelables communes, y compris, le cas échéant, par le biais d'accords d'achat d'électricité bénéficiant à l'ensemble des membres. Il serait aussi possible de s'appuyer sur le contrat actuel de systèmes d'énergie renouvelable pour favoriser l'installation de panneaux solaires sur les sites partagés des Nations Unies.

Collaborer avec la MINUSCA pour tirer parti de tout appel d'offres du secteur privé concernant un projet solaire PPA en vue d'étendre éventuellement le projet d'électricité à la communauté locale.

Au gouvernement de la RCA, en coordination avec les partenaires du développement international

Prioriser les projets d'énergies renouvelables dans les zones marginalisées afin de s'attaquer aux dynamiques sous-jacentes au conflit et de bénéficier aux communautés locales.

Investir dans des réseaux électriques locaux qui pourraient compléter les projets prévus dans le cadre des accords d'achat d'électricité de la MINUSCA, tels que ceux prévus pour Bria et Bouar. Par exemple, la mise en place d'un réseau électrique à Bria compléterait la construction prévue d'infrastructures énergétiques commerciales dans le cadre d'un PPA avec la mission. Bouar dispose d'un réseau électrique local existant, bien que désuet, qui pourrait également être rénové et étendu afin d'accroître l'accès local à l'énergie.

Renforcer les mesures, y compris les partenariats public-privé, pour soutenir les investissements du secteur privé dans l'énergie, intensifier la compétition et rehausser l'approvisionnement en énergie des populations locales.

Travailler avec les partenaires de l'ONU pour identifier des opportunités de

financement dans le secteur des énergies renouvelables dans le cadre du Fond pour la consolidation de la paix ou d'autres sources de financement.